

# Redonner l'espoir

## Partage international n° 53 - Février 1993

La décision des Nations unies d'intervenir en Somalie marque un changement fondamental dans les relations internationales.

Jamais auparavant l'ONU n'avait décidé d'intervenir dans les affaires intérieures d'un pays sans que celui-ci ne soit demandeur. Jamais auparavant il n'avait été concevable qu'une telle décision puisse être prise pour des raisons purement humanitaires. La Somalie n'a aujourd'hui aucun poids politique, stratégique ou économique.

L'opération de l'ONU, baptisée « redonner l'espoir », est en fait *uniquement* destinée à défendre des valeurs humanitaires.

On regrettera simplement que l'ONU n'ait pas agi plus rapidement pour « redonner l'espoir ». Avant que l'intervention ne soit décidée, environ un demi million de Somaliens sont morts, prisonniers d'un enfer de famine et de meurtres perpétrés par des bandes de pillards.

C'est en grande partie grâce aux États-Unis, qui ont proposé de mettre des troupes à la disposition de l'ONU, que le monde abandonne sa passivité. Cette proposition aura permis de sortir d'une impasse infamante, conduisant en quelques jours à une décision unanime du Conseil de sécurité en faveur de l'intervention. Le fait que les États-Unis aient voulu lancer l'opération « redonner l'espoir » dans le seul cadre de l'ONU est également digne d'éloges.

Cet événement est de grande importance : il signifie que, pour la première fois, l'ONU est prête à jouer un rôle de maintien de l'ordre à l'intérieur des frontières nationales. Il est tragique de constater qu'il ait fallu une catastrophe de cette ampleur pour en arriver là. C'est toutefois un pas en avant, qu'il ne faut pas sous-estimer, et que le collaborateur de Maitreya avait prévu il y a deux ans : « *Le rôle de l'ONU n'est pas de participer à des manœuvres militaires à visée politique, mais de protéger l'humanité. L'ONU est en train de devenir une institution puissante qui sera à même de veiller au bien-être du monde.* » (Partage

*international*, novembre 1990)

## Des zones de sécurité

La Somalie n'est pas le seul pays ayant désespérément besoin de retrouver l'espoir. Le peuple assiégé de Bosnie-Herzégovine a également besoin d'un peu d'espoir. Les atrocités fratricides commises dans l'ex-Yougoslavie dépassent toute description. Les porte-parole de l'ONU, connaissant les différences de sensibilités au sein même de leur organisation, pèsent généralement leurs mots avec force précautions. Après avoir étudié la situation, l'ancien premier ministre de Pologne, Tadeusz Mazowiecki, a parlé sans équivoque de « *meurtres, (...) de viols systématiques et d'épuration ethnique* ». Il a accusé les Serbes de Bosnie pour leurs crimes contre les musulmans, bien que ces derniers, tout comme les Croates de Bosnie, ne soient pas non plus sans reproche.

Tout ceci n'est pas nouveau pour la plupart des téléspectateurs ; depuis un an et demi déjà, des scènes dégradantes se déroulent sur nos écrans. A ce jour, aucune solution politique n'a été trouvée pour mettre fin à ce crime à grande échelle. En dehors de quelques blocus timides et de faibles mises en garde sur les limites de la patience, rien n'a été entrepris.

On peut comprendre les nombreuses hésitations des dirigeants de la planète, surtout au sein de la communauté européenne divisée. La situation en Bosnie diffère de celle de la Somalie, car toute intervention dans l'ex-Yougoslavie impliquerait le risque de provoquer une très forte résistance. Toutefois, l'argument selon lequel une telle résistance ne pourrait être brisée, n'est pas fondé. Cela signifierait qu'au cours de toutes ces années, l'OTAN et l'ancien bloc de l'Est auraient menti aux populations sur la qualité de leurs armes, acquises à prix d'or.

Il est vrai qu'une intervention militaire pourrait conduire à la perte de nombreuses vies en Bosnie. La question est néanmoins de savoir pendant combien de temps cet argument restera suffisant pour attendre et permettre le génocide. Le prix d'une intervention militaire peut paraître élevé, mais le monde ne peut simplement attendre que la guerre civile se termine faute de victimes. Ceci, indépendamment du fait que seule une intervention de l'ONU pourrait empêcher l'extension du conflit

aux pays voisins.

Le peuple de Bosnie a, pour le moins, droit à la création immédiate d'une « zone de sécurité », comme celles qui ont été créées en Irak pour protéger les Kurdes. Cela ne constituerait pas une solution permanente, mais un premier pas afin de sauver d'innombrables individus d'une mort certaine. L'intervention de l'ONU en Somalie montre clairement que le fait de sauver des vies humaines représente une raison suffisante pour justifier l'envoi de troupes.

Il n'existe donc aucune raison valable justifiant l'abandon du peuple de Bosnie à son sort actuel.

### **Des lumières dans la nuit**

L'Allemagne, quant à elle, a tout d'abord paru retourner à l'obscurantisme de la xénophobie. Les manifestations racistes, la violence envers les étrangers et l'agressivité croissante des groupes néonazis, faisaient la une des journaux. Tant en Europe qu'ailleurs, de nombreuses personnes en étaient terrifiées. On avait même perdu le sens des proportions, alors qu'on avait toutes les raisons de le garder. En effet, depuis de nombreuses années, l'Allemagne pratique une politique d'admission des demandeurs d'asile particulièrement généreuse et tolérante. A elle seule, l'Allemagne a accueilli plus de réfugiés en provenance du bloc de l'Est que tous les autres pays de la CEE réunis. L'an dernier, elle a accepté l'entrée de plus d'un demi-million de demandeurs d'asile. Non que cela justifie les campagnes de haine des hooligans, mais cela ne doit

pas être oublié non plus. La vaste majorité des Allemands ont une parfaite éthique démocratique et un bon esprit politique. Les habitants de Munich, où le mouvement hitlérien avait autrefois son quartier général, l'ont récemment démontré de manière impressionnante et émouvante. Début décembre, plus de 300 000 hommes, femmes et enfants sont descendus dans la rue en portant des torches, des lanternes et des bougies en signe de protestation contre la xénophobie.

Le slogan utilisé, « Une ville dit non », fut le fruit de la réflexion de quatre jeunes gens. Cette manifestation massive a provoqué une réaction sans précédent, peut-être pas chez tous les politiciens, mais sûrement chez la plupart des citoyens ordinaires, dans les écoles, les clubs sportifs, les magasins et les cafés. Dans d'autres villes, à travers toute l'Allemagne, de nombreuses personnes ont pris part à des marches de protestation similaires, les plus importantes que l'Allemagne d'après-guerre ait connues, et toutes se sont déroulées sans incident. Fidèles à leurs habitudes, les médias attachent plus d'importance aux émeutes et aux explosions de violence, mais ces lumières dans la nuit allemande n'ont pas échappé à l'attention du monde. La Somalie et Munich : espoir et lumière. L'année 1992 aurait pu se terminer sur une note beaucoup plus sombre.

**Thématiques :** [politique](#)

**Rubrique :** [Editorial](#) ()